

Un appel des Indignés de la Plaza del Sol et de Syntagma

vendredi 9 septembre 2011, par [Indignés](#), [Mouvement du 15 Mai](#) (Date de rédaction antérieure : 8 septembre 2011).

NOUS CITOYENS DE LA PLAZA DEL SOL ET DE SYNTAGMA MANIFESTONS NOTRE INDIGNATION ET INVITONS TOUS LES INDIGNES DE TOUTES LES PLACES A NOUS REJOINDRE.

Des USA à Bruxelles, de Grèce en Bolivie, d'Espagne en Tunisie, la crise du capitalisme s'approfondit. Responsables en sont ceux qui nous imposent des recettes pour la dépasser. Celles-ci sont : Transfert des ressources publiques à des institutions financières privées tandis qu'ils font payer la facture aux peuples avec des plans d'ajustement qui ne nous font pas sortir de la crise mais nous y enfoncent davantage.

Dans l'UE, les attaques des marchés financiers contre les dettes publiques font chanter les gouvernements et prennent en otage les parlements, lesquels adoptent des mesures injustes dépourvues de toute légitimité démocratique et derrière le dos de leurs peuples. Les institutions européennes, au lieu de prendre des décisions politiques fortes face aux attaques des marchés financiers, elles s'alignent à ceux-ci.

Dès le début de cette crise, nous assistons à une tentative de convertir la dette privée en dette publique. Il s'agit de socialiser impunément des pertes après avoir privatisé scandaleusement les profits.

Les taux d'intérêt élevés imposés afin d'obtenir le financement, ne sont pas dus aux doutes concernant notre solvabilité, mais aux manœuvres spéculatives que réalisent pour s'enrichir les grandes entreprises financières, en connivence avec les Agences de Notation.

Les coupes économiques sont accompagnées par des restrictions des libertés démocratiques. Citons parmi celles-ci, des mesures de contrôle et d'expulsion de la population immigrée ainsi que des limitations à la libre circulation des Européens dans l'UE. Seuls l'euro et la libre circulation des capitaux spéculatifs ont les frontières ouvertes.

Dans l'Etat Espagnol, nous sommes soumis à un processus d'arnaque collective. La dette publique (60% du PIB) N'EST PAS UN PROBLEME et pourtant ils l'utilisent comme prétexte pour nous faire croire que nous sommes dans une situation grave, qui justifie les dures attaques contre nos droits et notre patrimoine qui sont en cours et menacent de croître. Au contraire, la dette privée (240% du PIB) est un vrai problème, mais au lieu d'appliquer aux banques les mesures d'austérité ils leur accordent des aides et des privilèges de toute espèce aux dépens du trésor public. La plus grande « aide » est la cession à des prix imbattables de presque la moitié du système de nos Caisses d'Épargne, ainsi que des entreprises et activités rentables.

Pendant ce temps, contrevenant à plusieurs droits fondamentaux, l'accès à la Puerta del Sol, épice du mouvement du 15 mai (15M) est resté interdit.

En Grèce, ils nous ont imposé des Memoranda. Ils nous ont dit que les coupes, l'austérité et les

nouveaux impôts sont des sacrifices nécessaires pour faire sortir le pays de la crise et diminuer la dette. Ils nous ont menti !

Jour après jour des nouvelles mesures sont prises, les salaires sont amputés, le chômage monte en flèche, la jeunesse émigre. Et la dette n'arrête pas de gonfler, parce que les nouveaux emprunts sont destinés à payer les énormes intérêts de nos créanciers. Les déficits de la Grèce et des autres pays du Sud européen deviennent les surplus des banques de l'Allemagne et des autres pays riches du Nord.

Les responsables pour le gonflement de la dette ne sont pas les salaires et les pensions de retraite. Les responsables sont les grands allègements fiscaux et les subventions en faveur du capital, la grande bouffe des armements des produits pharmaceutiques. Ils nous mettent en faillite afin d'appliquer des mesures et des coupes catastrophiques, afin de vendre la terre et les biens publics à des prix défiant toute concurrence.

Nous disons :

- Qu'ils retirent leurs memoranda ! Qu'ils s'en aillent ! Nous ne voulons pas le gouvernement du FMI et de la Troïka.
- Nationalisation des banques. Avec ses plans de sauvetage, l'Etat les a déjà payées bien au-dessus de leur valeur boursière pour qu'elles continuent à spéculer.
- Ouvrir au peuple les livres de la dette pour que nous sachions où est allé l'argent.
- Redistribuer radicalement les richesses et changer la politique fiscal pour faire payer les possédants : les banquiers, le capital et l'Eglise.
- Nous voulons le contrôle populaire démocratique sur l'économie et la production.

Pour tout ca, les deux places ensemble NOUS DECLARONS que :

LES POLITIQUES D'AJUSTEMENT QU'ILS APPLIQUENT NE NOUS FERONS PAS SORTIR DE LA CRISE, MAIS NOUS ENFONCERONT PLUS PROFONDEMENT DANS CELLE-CI. ILS NOUS ENTRAINENT DANS UNE SITUATION LIMITE AFIN D'APPLIQUER DES MESURES DE SAUVETAGE, QUI EN REALITE SAUVERONT LES BANQUES CREANCIERES, QUI VONT SE CONCRETISER EN GRAVES ATTAQUES CONTRE NOS DROITS, NOS ECONOMIES FAMILIALES ET NOTRE PATRIMOINE PUBLIC.

Nous devons NOUS INDIGNER et NOUS REVOLTER contre pareilles attaques. C'est ce que nous faisons avec le mouvement 15M dans la Place de la Puerta del Sol et à partir de l'Assemblée Populaire de Syntagma. Nous invitons tous les indignés de toutes les places à s'y joindre.

- Stop aux plans d'ajustement et de sauvetage
- Non au paiement de la dette illégitime. Cette dette n'est pas la notre ! Nous ne devons rien, nous ne vendons rien, nous payerons rien !
- Pour une démocratie directe et réelle MAINTENANT.
- Défendre le public. Pas une vente de propriété ou de services publiques.

Pour la coordination de tous les indignés de toutes les places.

